



# UNION SYNDICALE FÉDÉRALE

des Services publics européens et internationaux

Avenue des Gaulois, 36 - B -1040 Bruxelles  
Tél. (32.2)733.98.00 - Fax (32.2)733.05.33 - e-mail : [usf@unionsyndicale.eu](mailto:usf@unionsyndicale.eu)  
[www.unionsyndicale.eu](http://www.unionsyndicale.eu)

## Les organisations de la société civile européenne et canadienne appellent au rejet de l'AÉCG / CETA

Novembre 2016

Nous, soussignées, organisations de la société civile d'Europe et du Canada, tenons à exprimer ici notre profonde inquiétude par rapport à l'Accord économique et commercial global (AÉCG / CETA) entre l'Union européenne et le Canada.

Tout au long des négociations et de la phase de vérification juridique du texte, nous avons dénoncé à maintes reprises les graves problèmes que pose le texte de l'accord. Nous avons fait des propositions concrètes qui cherchaient à démocratiser nos politiques commerciales et à les rendre plus transparentes, tout en les recentrant sur la protection de l'environnement et la défense des droits humains fondamentaux. Mais comme en fait foi le texte de l'AÉCG / CETA tel que signé en octobre 2016, nos inquiétudes sont restées lettre morte et c'est pourquoi nous nous opposons résolument à sa ratification.

Un nombre croissant de citoyennes et citoyens des deux côtés de l'Atlantique partagent nos objections. Un chiffre record de 3 millions et demi de personnes à travers l'Europe ont signé une pétition contre l'AÉCG / CETA et son jumeau, l'accord de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TAFTA / TTIP) entre l'Union européenne et les États-Unis.<sup>1</sup> Plus de 2 100 gouvernements locaux et régionaux se sont déclarés zones hors-TAFTA / hors-CETA.<sup>2</sup>

La constitutionnalité de l'AÉCG / CETA est contestée tant en Allemagne<sup>3</sup> qu'au Canada<sup>4</sup>, tandis que la Cour de justice de l'Union européenne se penchera vraisemblablement sur la légalité des privilèges controversés que l'accord octroie aux investisseurs étrangers.<sup>5</sup>

Des deux côtés de l'Atlantique, provenant entre autres des milieux syndicaux, agricoles, environnementaux, de défense des consommateurs, de la santé publique, des droits sur Internet, un large éventail d'organisations sociales ainsi que des petites et moyennes entreprises (PME) s'opposent à l'accord.<sup>6</sup> En octobre 2016, inquiets des impacts négatifs de l'AÉCG / CETA et en particulier, des dangers d'un "Système judiciaire sur l'investissement", quatre gouvernements sous-fédéraux de Belgique ont été bien près d'interdire au gouvernement fédéral belge de signer l'accord.

Malgré la controverse, le gouvernement canadien et les institutions de l'Union européenne cherchent à précipiter la ratification de l'AÉCG / CETA. Au Canada, la législation visant l'entrée en vigueur de l'accord a déjà été déposée au Parlement, sans soumettre l'entente finale à des consultations publiques. Le Parlement européen aussi semble vouloir couper court à ses processus internes de consultation afin de limiter le débat concernant la ratification d'un texte de plus de 1600 pages. Et malgré ce bris de procédure, des pans entiers de l'accord

---

Union Syndicale Service Public Européen – Bruxelles (BE) ■ Union Syndicale Recherche – Ispra (IT) ■ Union Syndicale Recherche – Karlsruhe (DE) ■ Union Syndicale Recherche – Petten (NL) ■ European Public Service Union Fusion – Bruxelles (BE) ■ Union Syndicale Office Européen des Brevets – Berlin (DE) et Den Haag (NL) ■ Syndicat des Agents du Conseil de l'Europe – Strasbourg (FR) ■ Union Syndicale Eurocontrol France - Brétigny (FR) ■ Union Syndicale Ecole Européenne – Bergen (NL) ■ Union Syndicale Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle – Thessaloniki (EL) ■ Union Syndicale European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions – Dublin (IE) ■ Union Syndicale European Training Foundation – Turin (IT) ■ Union Syndicale de l'Institut Universitaire de Firenze (IT) ■ Union Syndicale Centre de Développement de l'Entreprise – Bruxelles (BE) ■ Union Syndicale European Agency for Safety & Health at Work – Bilbao (ES) ■ International and Public Services Organisation – Frankfurt (DE) – Union Syndicale Fédérale - section Luxembourg (LU) – European Public Service Union – Cour de Justice – Luxembourg (LU) – Gewerkschaft des Deutsch-Französischen Jugendwerks – Paris (FR) et Berlin (DE).

.....

entreraient en vigueur de façon provisoire, bien avant que les parlements des 28 États membres de l'UE puissent faire entendre leurs voix.

Afin d'obtenir un appui pour la ratification de l'AÉCG / CETA et dissiper les inquiétudes, plusieurs déclarations ont été annexées au texte de l'accord au cours des derniers mois. **Toutefois, le texte n'a pas changé d'un iota depuis que sa version finale a été rendue publique au début de 2016.** Comme l'ont démontré plusieurs experts, malgré les déclarations d'accompagnement et l'«Instrument commun d'interprétation» entre l'UE et le Canada, des problèmes fondamentaux du texte de l'AÉCG / CETA subsistent.<sup>7</sup>

Voici nos **principales préoccupations de fond** concernant l'accord tel que signé :

L'AÉCG / CETA donnerait **à des milliers d'entreprises le pouvoir de poursuivre des gouvernements** et contester les mesures légitimes et non discriminatoires qu'ils adoptent pour protéger les droits des peuples et la planète. Rien dans l'entente ou dans les déclarations d'accompagnement n'empêcherait les entreprises d'utiliser les droits qu'accorde l'AÉCG / CETA aux investisseurs et qui leur permettent d'intimider les décideurs et de les influencer en leur faveur quand ils règlent en fonction de l'intérêt public, par exemple en matière de lutte au changement climatique.

L'AÉCG / CETA laisse même la porte grande ouverte à des compensations aux entreprises pour des profits futurs non réalisés lorsqu'un changement de politique affecte leur investissement. Loin de réformer "radicalement" le mécanisme de résolution des différends entre les investisseurs et l'État, l'AÉCG / CETA non seulement en élargit la portée mais l'institutionnalise.<sup>8</sup>

Le Système judiciaire sur l'Investissement (SJI) accorde **aux investisseurs des droits** hautement exécutoires mais n'exige, en contrepartie, **aucune obligation**. Cet instrument ne permet pas aux citoyennes et citoyens, aux communautés ou aux syndicats de porter plainte lorsqu'une entreprise viole l'environnement, les droits du travail, la santé et la sécurité, ou d'autres normes. Ce système risque d'être incompatible avec le droit de l'UE puisqu'il crée un **système juridique parallèle** qui permet aux investisseurs de contourner les cours de justice existantes. Le SJI est discriminatoire du fait qu'il octroie des **droits aux investisseurs étrangers dont ne peuvent jouir les citoyens en général ni les investisseurs nationaux**.<sup>9</sup>

Contrairement aux droits des entreprises, l'AÉCG / CETA inclut des **dispositions sur les droits du travail et sur le développement durable qui ne peuvent être appliquées de façon contraignante et efficace** au moyen de sanctions. Elles demeurent des affirmations vides, sans effet sur les dangers que les autres chapitres de l'accord posent aux droits des travailleurs, à la protection de l'environnement et aux mesures visant à atténuer le changement climatique.<sup>10</sup>

L'AÉCG / CETA **limite de façon drastique la capacité des gouvernements de créer, développer et réglementer les services publics**, et de les ramener dans le domaine public en cas d'échec des libéralisations et privatisations. L'AÉCG / CETA est le premier accord de l'UE où la libéralisation des services est la règle et où les réglementations publiques sont l'exception.

L'accord menace l'accès des populations à des services de qualité dans des domaines comme ceux de l'eau, du transport, de la santé et des programmes sociaux, et mine les efforts pour développer des services publics qui répondent à des objectifs d'intérêt général.<sup>11</sup>

Une étude indépendante des impacts économiques de l'AÉCG / CETA prédit que **des emplois seraient perdus** tant au Canada qu'en Europe, que **la croissance économique serait plus lente** qu'en l'absence d'accord, et que les gains en revenus seraient non seulement faibles mais qu'ils iraient largement aux détenteurs de capitaux, aux dépens des travailleuses et travailleurs. En conséquence, on prévoit que les **inégalités** sous le régime de l'AÉCG / CETA seront **plus grandes** que sans lui.<sup>12</sup>

L'AÉCG / CETA rendrait le Canada et l'UE **plus vulnérables aux crises financières** en libéralisant encore davantage les marchés financiers et en limitant drastiquement la portée des réformes qui touchent aux principales causes de l'instabilité financière et qui assurent une meilleure protection des consommateurs et de l'économie en général.<sup>13</sup>



# UNION SYNDICALE FÉDÉRALE

## des Services publics européens et internationaux

Avenue des Gaulois, 36 - B -1040 Bruxelles  
Tél. (32.2)733.98.00 - Fax (32.2)733.05.33 - e-mail : [usf@unionsyndicale.eu](mailto:usf@unionsyndicale.eu)  
[www.unionsyndicale.eu](http://www.unionsyndicale.eu)

Au Canada, l'AÉCG / CETA aurait pour effet d'**augmenter le coût des médicaments de marque** d'au moins 850 millions \$ par année (583 millions d'euros). De plus, l'accord aurait un **impact négatif sur plusieurs droits fondamentaux**, dont le droit à la vie privée et à la protection des données, et restreindrait la capacité de l'UE et du Canada de moduler les droits démesurés de propriété intellectuelle (DPI) quand ils **limitent l'accès au savoir et à l'innovation**. Certains DPI ressemblent de près au texte de l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACTA en anglais) qui a été rejeté par le Parlement européen en 2012.<sup>14</sup>

Les règles de l'AÉCG / CETA sur la coopération règlementaire et la réglementation domestique poseront des obstacles additionnels aux législateurs et consolideront l'**influence des lobbyistes** d'entreprises sur l'élaboration des politiques publiques, **minant potentiellement la mise en oeuvre des politiques d'intérêt général** dont nos sociétés ont besoin.<sup>15</sup>

Des deux côtés de l'Atlantique, l'AÉCG / CETA soumettrait les agriculteurs à la pression de la concurrence avec un impact négatif sur leurs moyens de subsistance, sans gain substantiel pour les consommatrices et consommateurs ; augmenterait le contrôle des transnationales sur les semences ; ferait obstacle aux politiques d'achat local des aliments ; menacerait les hauts standards de production et de transformation alimentaires ; et **minerait les efforts pour développer une agriculture durable et respectueuse de l'environnement**.<sup>16</sup>

Sous le régime de l'AÉCG / CETA, **les mesures de précaution pour protéger les consommateurs, la santé publique et l'environnement pourraient être contestées**, sous prétexte qu'elles sont trop contraignantes, ne sont pas vérifiées scientifiquement ou qu'elles constituent des barrières déguisées au commerce. Rien, dans le texte de l'AÉCG / CETA ni dans les déclarations qui l'accompagnent, ne protège de façon efficace le rôle du principe de précaution au sein des politiques règlementaires européennes, tandis que dans certaines sections plusieurs principes sont même en conflit.<sup>17</sup>

L'AÉCG / CETA est l'aboutissement d'un processus de négociation qui a été mené de façon secrète par le précédent gouvernement canadien et la précédente Commission européenne. Le texte final de l'AÉCG, et les déclarations qui l'accompagnent, ont pratiquement ignoré l'ensemble des amendements raisonnables et très spécifiques proposés par la société civile afin de corriger les déficiences de l'accord.<sup>18</sup> Les tentatives les plus récentes de réouverture des négociations, entreprises par le gouvernement de la région wallonne en Belgique, ont été bloquées.

Aujourd'hui, nous sommes placés devant un accord de 1600 pages "à prendre ou à laisser", seul un oui ou un non est possible.

### **Nous exhortons :**

le Parlement européen, le Parlement canadien, ainsi que les parlements nationaux, provinciaux et régionaux, qui ont leur mot à dire lors de la ratification, à défendre les droits et intérêts des populations qu'ils représentent face aux menaces que pose l'AÉCG / CETA, et de voter contre la ratification de l'accord ;

**Nous demandons :**

aux nombreux gouvernements municipaux, régionaux et provinciaux qui ont soulevé des préoccupations sur l'AÉCG / CETA de faire entendre leurs voix au cours du processus de ratification ;

**Nous exigeons :**

que les gouvernements, à tous les niveaux, entreprennent des consultations démocratiques approfondies, avec la participation de la société civile, sur les fondements d'une politique novatrice d'échanges commerciaux basée sur la justice sociale et le respect de l'environnement.

Dans son état actuel, l'AÉCG / CETA n'est pas un accord de commerce progressiste. Ce serait une erreur d'adopter ce traité, et les inquiétantes dispositions qu'il comporte, en s'en servant comme modèle pour négocier des accords futurs. L'AÉCG / CETA est une version rétrograde et encore plus intrusive de l'ancien programme de libre-échange conçu par et pour les plus grandes transnationales du monde. Nous avons besoin d'un changement de paradigme vers une politique commerciale transparente et inclusive fondée sur les besoins des peuples et de la planète. Ratifier l'AÉCG / CETA nous éloignera d'un tel changement, aujourd'hui grandement nécessaire.

**SIGNATAIRES :****International**

Center for International Environmental Law, International

FIAN International, International

GRAIN, International

International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF), International

IATP - Institute for Agriculture and Trade Policy, International

IOGT International, International

Public Services International (PSI), International

SumOfUs, International

ActionAid International, International

No Vox International, International

**European organisations**

ClientEarth, Europe

Compassion in World Farming, Europe

European Digital Rights (EDRi), Europe

European Environmental Bureau, Europe

European Federation of Public Service Unions (EPSU), Europe

European Transport Workers' Federation, Europe

European Secretariat of the World March of Women, Europe

Federation of Young European Greens, Europe

Food & Water Europe, Europe

Foodwatch, Europe

Friends of the Earth Europe, Europe

Green Budget Europe, Europe



# UNION SYNDICALE FÉDÉRALE

des Services publics européens et internationaux

Avenue des Gaulois, 36 - B -1040 Bruxelles

Tél. (32.2)733.98.00 - Fax (32.2)733.05.33 - e-mail : [usf@unionsyndicale.eu](mailto:usf@unionsyndicale.eu)

[www.unionsyndicale.eu](http://www.unionsyndicale.eu)

Greenpeace, Europe

Seattle to Brussels network, Europe

The Health and Trade Network, Europe

UNI Europa, Europe

## Canadian organisations

Breaking the Silence Maritime Guatemala Solidarity Network PEI Chapter, Canada

Canadian Centre for Policy Alternatives, Canada

Canadian Environmental Law Association, Canada

Canadian Health Coalition, Canada

Canadian Union of Postal Workers, Canada

Canadian Union of Public Employees, Canada

Citizens in Action, Canada

Common Frontiers, Canada

Cooper Institute, Canada

Coordination québécoise de la Marche mondiale des femmes, Canada, Quebec

Council of Canadians, Canada

Don't Frack PEI, Canada

Environmental Coalition of Prince Edward Island (ECO-PEI), Canada

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Canada

Green Economy Network, Canada

Group of 78, Canada

MacKillop Centre for Social Justice, Canada

MiningWatch Canada, Canada

National Farmers Union, Canada

National Union of Public and General Employees, Canada

OpenMedia, Canada

PEI Coalition for a Poverty Eradication Strategy, Canada

PEI Federation of Labour, Canada

PEI Health Coalition, Canada

People's Health Movement Canada/Mouvement populaire pour la santé au Canada, Canada

---

Union Syndicale Service Public Européen – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Recherche – Ispra (IT) ▪ Union Syndicale Recherche – Karlsruhe (DE) ▪ Union Syndicale Recherche – Petten (NL) ▪ European Public Service Union Fusion – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Office Européen des Brevets – Berlin (DE) et Den Haag (NL) ▪ Syndicat des Agents du Conseil de l'Europe – Strasbourg (FR) ▪ Union Syndicale Eurocontrol France - Brétigny (FR) ▪ Union Syndicale Ecole Européenne – Bergen (NL) ▪ Union Syndicale Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle – Thessaloniki (EL) ▪ Union Syndicale European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions– Dublin (IE) ▪ Union Syndicale European Training Foundation – Turin (IT) ▪ Union Syndicale de l'Institut Universitaire de Firenze (IT) ▪ Union Syndicale Centre de Développement de l'Entreprise – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale European Agency for Safety & Health at Work – Bilbao (ES) ▪ International and Public Services Organisation – Frankfurt (DE) – Union Syndicale Fédérale - section Luxembourg (LU) – European Public Service Union – Cour de Justice – Luxembourg (LU) – Gewerkschaft des Deutsch-Französischen Jugendwerks – Paris (FR) et Berlin (DE).

---

PharmaWatch Canada, Canada  
Prince Edward Island Food Security Network, Canada  
Public Service Alliance of Canada, Canada  
Save Our Seas and Shores, Canada  
Seafarers International Union of Canda, Canada  
Trade Justice Network, Canada  
Unifor, Canada  
United Steelworkers, Canada  
Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), Canada, Quebec  
Alternatives, Canada, Quebec  
AmiEs de la Terre Québec, Canada, Quebec  
Association canadienne des avocats du mouvement syndical (ACAMS-CALL), Canada, Quebec  
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), Canada, Quebec  
Attac-Québec, Canada, Quebec  
Centrale des syndicats démocratiques (CSD), Canada, Quebec  
Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Canada, Quebec  
Centre international de solidarité ouvrière (CISO), Canada, Quebec  
Centre justice et foi, Canada, Quebec  
Chapitre montréalais du Conseil des Canadiens, Canada, Quebec  
Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ), Canada, Quebec  
Coalition Solidarité Santé, Canada, Quebec  
Collectif pour un Québec sans pauvreté, Canada, Quebec  
Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), Canada, Quebec  
Confédération des syndicats nationaux (CSN), Canada, Quebec  
Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN), Canada, Quebec  
Eau Secours ! la coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau, Canada, Quebec  
Fédération des femmes du Québec (FFQ), Canada, Quebec  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Canada, Quebec  
Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Canada, Quebec  
Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), Canada, Quebec  
Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Canada, Quebec  
Génération nationale, Canada, Quebec  
L'R des centres de femmes du Québec, Canada, Quebec  
L'Entraide missionnaire, Canada, Quebec  
Ligue des droits et libertés, Canada, Quebec  
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), Canada, Quebec  
Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), Canada, Quebec  
Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), Canada, Quebec  
Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Québec), Canada, Quebec  
Syndicat des Métallos, Canada, Quebec  
Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), Canada, Quebec  
Unifor Québec, Canada, Quebec  
Union des consommateurs, Canada, Quebec



# UNION SYNDICALE FEDERALE

des Services publics européens et internationaux

Avenue des Gaulois, 36 - B -1040 Bruxelles

Tél. (32.2)733.98.00 - Fax (32.2)733.05.33 - e-mail : [usf@unionsyndicale.eu](mailto:usf@unionsyndicale.eu)

[www.unionsyndicale.eu](http://www.unionsyndicale.eu)

Union des employés et employées de service section locale 800 (UES 800), Canada, Quebec

Union paysanne, Canada, Quebec

## EU member states

AK EUROPA, Austria

3 F Frederiksborg, Denmark

A contre-courant, Belgium

AB “Švyturys” trade union, Lithuania

ActiveWatch, Romania

ACV-CSC, Belgium

AEFJN, Belgium

Afrika Kontakt, Denmark

Aire, Spain

AITEC, France

AK Fracking Braunschweiger Land, Germany

Aktion gegen arbeitsunrecht (action against labour injustice), Germany

aktion21-austria, Austria

Alcohol Policy Youth Network, Slovenia

ALEBA – Association Luxembourgeoise des Employés de Banque et Assurance, Luxembourg

Alliance D19-20, Belgium

Alliance for Cancer Prevention, United Kingdom

Amis de la Terre, France

AMPOS – Association of Professional Musicians of Symphonic Orchestras, Spain

An Claíomh Glas, Ireland

An Taisce, Ireland

Animalia, Finland

ANSOL - Associação Nacional para o Software Livre, Portugal

Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL), Germany

Arran Lleida, Spain

Asamblea de andalucia (ada), Spain, Andalucia

ASAMBLEA FRACKING NO MERINDADES NORTE DE BURGOS, Spain

---

Union Syndicale Service Public Européen – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Recherche – Ispra (IT) ▪ Union Syndicale Recherche – Karlsruhe (DE) ▪ Union Syndicale Recherche – Petten (NL) ▪ European Public Service Union Fusion – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Office Européen des Brevets – Berlin (DE) et Den Haag (NL) ▪ Syndicat des Agents du Conseil de l'Europe – Strasbourg (FR) ▪ Union Syndicale Eurocontrol France - Brétigny (FR) ▪ Union Syndicale Ecole Européenne – Bergen (NL) ▪ Union Syndicale Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle – Thessaloniki (EL) ▪ Union Syndicale European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions– Dublin (IE) ▪ Union Syndicale European Training Foundation – Turin (IT) ▪ Union Syndicale de l'Institut Universitaire de Firenze (IT) ▪ Union Syndicale Centre de Développement de l'Entreprise – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale European Agency for Safety & Health at Work – Bilbao (ES) ▪ International and Public Services Organisation – Frankfurt (DE) – Union Syndicale Fédérale - section Luxembourg (LU) – European Public Service Union – Cour de Justice – Luxembourg (LU) – Gewerkschaft des Deutsch-Französischen Jugendwerks – Paris (FR) et Berlin (DE).

---



ASiA- Associació Salut i Agroecologia, Spain  
Asociația Mai Bine, România  
Asociația Pro Educatie, Istorie si Cultură Corvinias, Romania  
Asociația România Vie / Romania Alive Society, Romania  
Associació Catalana de Juristes Demòcrates, Spain Catalunya  
Asociación Profesional Elite Taxi, Spain  
Ateneu Cooperatiu La Baula, Spain – Lleida (Catalonia)  
Ateneu Popular Garriguenc, Spain Catalunya  
Attac Austria, Austria  
Attac DG, Belgium  
Attac Finland, Finland  
Attac France, France  
Attac Germany, Germany  
Attac Hungary, Hungary  
Attac Ireland, Ireland  
Attac Italia, Italy  
Attac Luxembourg, Luxembourg  
Attac Norway, Norway  
Attac Spain, Spain  
AVALOT - Joves de la UGT de Catalunya-, Spain  
Balkani Wildlife Society, Bulgaria  
Baloldali Alternatíva Egyesülés, Hungary  
Berufsvereinigung der bildenden Künstler Österreichs, Zentralverband, Austria  
Biodynamiske Forbrugere, Denmark  
Bio-Lëtzebuerg, Luxemburg  
Blue 21 e.V., Germany  
Both ENDS, The Netherlands  
Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND), Friends of the Earth Germany, Germany  
Bündnis TTIP Stoppen, Austria  
Campact e.V., Germany  
Campagna Stop TTIP Italia, Italy  
Campaign against Climate Change, United Kingdom  
Campaña #NoalTTIP, Spain  
Cancer Prevention & Education Society, United Kingdom  
Casal d'amistat amb Cuba de Lleida, Spain Catalonia  
CEDD - Centrul de Excelenta pentru Dezvoltare Durabila, Romania  
CEDSALA, Spain Valencia  
Centar za životnu sredinu/ Friends of the Earth Bosnia and Herzegovina, Bosnia and Herzegovina  
Center for Encounter and Active Non-Violence, Austria  
Centre for Global Education, Ireland  
CGIL (Confederazione Generale Italiana del Lavoro), Italy  
CGT, France  
CGT Lleida, Spain  
Christliche Initiative Romero (CIR), Germany





# UNION SYNDICALE FÉDÉRALE

des Services publics européens et internationaux

Avenue des Gaulois, 36 - B -1040 Bruxelles

Tél. (32.2)733.98.00 - Fax (32.2)733.05.33 - e-mail : [usf@unionsyndicale.eu](mailto:usf@unionsyndicale.eu)

[www.unionsyndicale.eu](http://www.unionsyndicale.eu)

CIG, Spain Galicia  
Civilek Mecsekért Mozgalom, Hungary  
Clare Says No To TTIP & CETA, Ireland  
Clean Air Action Group, Hungary  
CLIAB, Spain  
Climaxi, Belgium  
CNCD-11.11.11, Belgium  
COAG, Spain  
Colla Ecologista d'Almassora, Spain  
Collectif amainte, France  
Collectif Roosevelt, France  
Comhlámh, Ireland  
COMISIONES OBRERAS (CS CCOO), Spain  
Comúdelleda, Spain  
Confederacion de Autonomos del Taxi de la Comunidad Valenciana, Spain Valencia  
Confederación General del Trabajo (CGT-Spain), Spain  
Confederación General del Trabajo de Almería CGT-Almería, Spain  
Confederación Intersindical, Spain  
Consorzio della Quarantina, Italy  
Coomhola Salmon Trust, Ltd., Ireland  
Coordinadora d'ONGD i aMS de Lleida, Spain  
Coordination Climat Justice Sociale Genève, Switzerland  
Coordination Rurale, France  
CorA Network for Corporate Accountability, Germany  
Corporate Europe Observatory, Belgium  
COSPE Onlus, Italy  
CRASH - Coalition for Research and Action for Social Justice and Human Dignity, Finland  
Csalán Környezet- és Természetvédő Egyesület, Hungary  
Csermely Környezetvédelmi Egyesület, Hungary  
de-clic.ro, Romania  
Den Haag TTIP-vrij, The Netherlands  
Deutscher Naturschutzring (DNR), Germany

---

Union Syndicale Service Public Européen – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Recherche – Ispra (IT) ▪ Union Syndicale Recherche – Karlsruhe (DE) ▪ Union Syndicale Recherche – Petten (NL) ▪ European Public Service Union Fusion – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Office Européen des Brevets – Berlin (DE) et Den Haag (NL) ▪ Syndicat des Agents du Conseil de l'Europe – Strasbourg (FR) ▪ Union Syndicale Eurocontrol France - Brétigny (FR) ▪ Union Syndicale Ecole Européenne – Bergen (NL) ▪ Union Syndicale Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle – Thessaloniki (EL) ▪ Union Syndicale European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions– Dublin (IE) ▪ Union Syndicale European Training Foundation – Turin (IT) ▪ Union Syndicale de l'Institut Universitaire de Firenze (IT) ▪ Union Syndicale Centre de Développement de l'Entreprise – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale European Agency for Safety & Health at Work – Bilbao (ES) ▪ International and Public Services Organisation – Frankfurt (DE) – Union Syndicale Fédérale - section Luxembourg (LU) – European Public Service Union – Cour de Justice – Luxembourg (LU) – Gewerkschaft des Deutsch-Französischen Jugendwerks – Paris (FR) et Berlin (DE).

---

Distretto di Economia Solidale Altro Tirreno, Italy  
Eco Ruralis – In support of peasant farming, Romania  
ECOAR))), Spain Galicia  
Ecocity, Greece  
Ecologistas en Acción, Spain  
Economistas Sin Fronteras, Spain  
EH TTIP/CETA Ez Kanpaina, Spain, Basque Country  
Ekologistak Martxan, Spain, Basque Country  
ELA (Basque Workers Solidarity), Spain, Basque Country  
Emmaus Aurinkotehdas, Finland  
End Ecocide On Earth, Austria  
Entrepueblos/entrepobles/entrepobos/herriarte, Spain  
Environmental Planning and Education Network, Hungary  
Estonian Society for Nature Conservation, Estonia  
European Anti Poverty Network Ireland, Ireland  
“Europe and We” Association, Bulgaria  
EWHN, European Work Hazards Network Denmark, Denmark  
Fairtrade Lëtzebuerg, Luxembourg  
Fairwatch, Italy  
Fauna Alapítvány, Hungary  
Fédération Artisans du Monde, France  
Federation of Independent Trade Unions in Education (FSIE), Romania  
Federation Syndicale Unitaire (FSU), France  
Fem Poble (Sant Pere de Ribes), Spain  
FENPROF, Portugal  
FIAN Deutschland, Germany  
FIAN Österreich, Austria  
FIAN Sweden, Sweden  
FÍIS NUA, Ireland  
FNCTTFEL, Luxembourg  
Focus, association for sustainable development, Slovenia  
Fondation COPERNIC, France  
Forebyggelses-og Patientraadet.FPR, Denmark  
Forschungs- und Dokumentationszentrum Chile-Lateinamerika e.V., Germany  
Forum Umwelt & Entwicklung, Germany  
Foundation Bluelink, Bulgaria  
Foundation for the environment and agriculture, Bulgaria  
Frack Free Nottinghamshire, United Kingdom  
Fracking Free Bulgaria, Bulgaria  
Friends of the Earth Cyprus, Cyprus  
Friends of the Earth Finland - Maan ystävät ry, Finland  
Friends of the Earth Ireland, Ireland  
Friends of the Earth Malta, Malta  
Friends of the Earth Spain, Spain



# UNION SYNDICALE FEDERALE

des Services publics européens et internationaux

Avenue des Gaulois, 36 - B -1040 Bruxelles

Tél. (32.2)733.98.00 - Fax (32.2)733.05.33 - e-mail : [usf@unionsyndicale.eu](mailto:usf@unionsyndicale.eu)

[www.unionsyndicale.eu](http://www.unionsyndicale.eu)

Friends of the Earth Sweden / Jordens Vänner, Sweden  
Friends of the Landless, Finland  
FUGEA, Belgium, Wallonia  
Fundació Ateneu Pere Mascaró, Spain, Illes Balears  
Fundacio nous horitzons, Spain  
Fundacion mundubat, Spain  
Fundacja Kuźnia Kampanierów, Poland  
Fundacja Strefa Zieleni, Poland  
Fundacja Zielone Światło / Green Light Foundation, Poland  
G3W-M3M, Belgium  
GAIA - Environmental Action and Intervention Group, Portugal  
GegenStrömung, Germany  
Gen-ethisches Netzwerk, Germany  
GENUK, Gemeinnütziges Netzwerk für Umweltkranke e.V., Germany  
Giligan Nature Conservation and Tradicion Preserve Association, Hungary  
GLOBAL 2000 - Friends of the Earth Austria, Austria  
Global Justice Now, United Kingdom  
GMB Trade Union, United Kingdom  
GMO Free Bulgaria, Bulgaria  
GRECS-Grup de Recerca Exclusió i Control Social-Universitat de Barcelona, Spain  
Green Economy Foundation, Ireland  
Green Foundation Ireland, Ireland  
Green institute, Greece  
Green Liberty, Latvia  
Greentourism Ecologic Association, Romania  
4th Group of the United Left - Social movements and individuals, Slovenia  
Grupo espeleologico merindades, Spain  
Hazards Campaign, United Kingdom  
Health and Environment Alliance (HEAL), Europe  
Health and Environment Justice Support, Germany  
Hungarian Network of Social Forum, Hungary  
Icv terres de lleida, Spain

---

Union Syndicale Service Public Européen – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Recherche – Ispra (IT) ▪ Union Syndicale Recherche – Karlsruhe (DE) ▪ Union Syndicale Recherche – Petten (NL) ▪ European Public Service Union Fusion – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Office Européen des Brevets – Berlin (DE) et Den Haag (NL) ▪ Syndicat des Agents du Conseil de l'Europe – Strasbourg (FR) ▪ Union Syndicale Eurocontrol France - Brétigny (FR) ▪ Union Syndicale Ecole Européenne – Bergen (NL) ▪ Union Syndicale Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle – Thessaloniki (EL) ▪ Union Syndicale European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions– Dublin (IE) ▪ Union Syndicale European Training Foundation – Turin (IT) ▪ Union Syndicale de l'Institut Universitaire de Firenze (IT) ▪ Union Syndicale Centre de Développement de l'Entreprise – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale European Agency for Safety & Health at Work – Bilbao (ES) ▪ International and Public Services Organisation – Frankfurt (DE) – Union Syndicale Fédérale - section Luxembourg (LU) – European Public Service Union – Cour de Justice – Luxembourg (LU) – Gewerkschaft des Deutsch-Französischen Jugendwerks – Paris (FR) et Berlin (DE).

---

Initiativ Liewensufank- IBFAN Luxemburg, Luxemburg  
Initiative Wissenschaft gegen TTIP, Germany  
Initiativplattform TTIP stoppen Oberoesterreich, Austria  
INKOTA-netzwerk e.V., Germany  
Inspi-Ráció Egyesület, Hungary  
Institut za trajnostni razvoj - Institute for Sustrainable Development, Slovenia  
Institute of Global Responsibility (IGO), Poland  
Instytut Spraw Obywatelskich INSPRO, Poland  
International Presentation Association, Ireland  
International Small Business Alliance, Ireland  
Intersindical Valenciana, Spain País Valencià  
Irish Congress of Trade Unions, Ireland  
Irish Cattle and Sheep Farmers Association, ICSA, Ireland  
Iuridicum Remedium, z. s., Czech Republic  
Joves d'Esquerra Verda, Spain  
Karl Marx Society, Hungary  
Kauno regiono energetinių įmonių jungtinė darbininkų profsąjunga, Lithuania  
Keep Ireland Fracking Free, Ireland  
Kehys - The Finnish NGDO Platform to the EU, Finland  
KMU gegen TTIP, Austria  
Közép-dunántúli Biokultúra Egyesület, Hungary, Europe  
Kulturrat Österreich, Austria  
La Casa Azul del Occidente, Spain  
Les Amis de la Terre, Belgium  
Letterbreen and Mullaghdu Community, United Kingdom  
Links Ecologisch Forum (LEF), Belgium  
Lithuanian Industry Trade Union Federation, Lithuania  
Lithuanian Seafarers' Union, Lithuania  
Lithuanian Trade Union of Health Care Employees, Lithuania  
LobbyControl, Germany  
LRT darbuotojų profesinė sąjunga, Lithuania  
Luonto-Liitto / The Finnish Nature League, Finland  
Magosfa Foundation, Hungary  
Magyar Antifasiszta Liga, Hungary  
Mandate Trade Union, Ireland  
Marchas de la Dignidad-Madrid, Spain  
Marea Blanca de Ponent i Pirineus, Spain Catalonia  
Mareas ciudadanas, Spain  
May Day, Denmark  
Mediterranean Antinuclear Watch (MANW ), Greece  
MedSOS, Greece  
Meer Democratie, The Netherlands  
Mehr Demokratie, Germany  
Mercy International Association, Ireland



# UNION SYNDICALE FEDERALE

## des Services publics européens et internationaux

Avenue des Gaulois, 36 - B -1040 Bruxelles  
Tél. (32.2)733.98.00 - Fax (32.2)733.05.33 - e-mail : [usf@unionsyndicale.eu](mailto:usf@unionsyndicale.eu)  
[www.unionsyndicale.eu](http://www.unionsyndicale.eu)

Milieudefensie, The Netherlands  
MOC, Belgium  
Moral Cerdit Association, Hungary  
Mouvement Ecologique, Luxembourg  
Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC), Belgium  
Mouvement Rural de Jeunesse Chretienne, France  
Mouvement Utopia, France  
Movement for Just Society (Gibanje za pravično družbo- GPD), Slovenia  
MTVSZ / Friends of the Earth Hungary, Hungary  
Mundubat, Spain Basque Country  
Nacion humana universal, Spain  
National Justice and Peace Network, United Kingdom  
Naturefriends Greece, Greece  
NaturFreunde Deutschlands, Germany  
New Wind Association, Finland  
No Transat !, Belgique / Belgium  
NOAH Friends of the Earth Denmark, Denmark  
Non ao TTIP Galiza, Spain Galicia  
ÖBV - Via Campesina Austria, Austria  
ÖGB - Austrian Trade Union Federation, Austria  
OGM dangers, France  
Oikos - Cooperação e Desenvolvimento, Portugal  
OMAL, Spain  
Open Cages, Lithuania  
Organisation des producteurs de lait, France  
Padrines i Padrins Flautes de Mallorca, Spain  
Paz con Dignidad, Spain  
PCS, United Kingdom  
PEAH - Policies for Equitable Access to Health, Italy  
Pénzügyi Szervezetek Lakossági Figyelője Egyesület, Hungary  
People Before Profit, United Kingdom  
People's Front, Hungary

---

Union Syndicale Service Public Européen – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Recherche – Ispra (IT) ▪ Union Syndicale Recherche – Karlsruhe (DE) ▪ Union Syndicale Recherche – Petten (NL) ▪ European Public Service Union Fusion – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Office Européen des Brevets – Berlin (DE) et Den Haag (NL) ▪ Syndicat des Agents du Conseil de l'Europe – Strasbourg (FR) ▪ Union Syndicale Eurocontrol France - Brétigny (FR) ▪ Union Syndicale Ecole Européenne – Bergen (NL) ▪ Union Syndicale Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle – Thessaloniki (EL) ▪ Union Syndicale European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions– Dublin (IE) ▪ Union Syndicale European Training Foundation – Turin (IT) ▪ Union Syndicale de l'Institut Universitaire de Firenze (IT) ▪ Union Syndicale Centre de Développement de l'Entreprise – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale European Agency for Safety & Health at Work – Bilbao (ES) ▪ International and Public Services Organisation – Frankfurt (DE) – Union Syndicale Fédérale - section Luxembourg (LU) – European Public Service Union – Cour de Justice – Luxembourg (LU) – Gewerkschaft des Deutsch-Französischen Jugendwerks – Paris (FR) et Berlin (DE).

---

Peoples Movement, Ireland  
Physicians for Social Responsibility, Finland, Finland  
Plataforma Algarve Loivre de Petróleo, Portugal  
Plataforma Não ao Tratado Transatlântico, Portugal  
Plataforma no al TTIP Sevilla, Spain  
Plataforma pel Dret a Decidir del País Valencià, Spain País Valencià  
Plataforma STOP CETA Ponent i Pirineus, Spain  
Plateforme Stop CETA & TTIP, Luxembourg  
Platform Aarde Boer Consument, The Netherlands  
Polyán Egyesület, Hungary  
PowerShift e.V., Germany  
Presentation Interprovincial Justice Desk, Ireland and the UK  
Procés Constituent, Spain (Catalonia)  
Protestival, Slovenia  
Quercus - Associação Nacional de Conservação da Natureza, Portugal  
Quintessenz - Verein zur Wiederherstellung der Bürgerrechte im Informationszeitalter, Austria  
Red andaluz a no al TTIP, Spain  
Réseau Semences Paysannes, France  
Rettet den Regenwald, Germany  
Right2Water Campaign Ireland, Ireland  
Skiftet, Sweden  
Slow Food Ireland, Ireland  
Slow Food Italy, Italy  
Social movement for Sustainable Development of Slovenia – TRS (Drštvo Gibanje TRS9), Slovenia  
Social Justice Ireland , Ireland  
Sociedad cultural gijonesa, Spain  
Solidary Bulgaria, Bulgaria  
SOM ENERGIA, Spain  
Som lo que Sembrem, Spain Catalonia  
STEI Intersindical, Spain Balearic Islands  
Stop CETA Alliance Ireland, Ireland  
STOP Desahucios Hernani, Spain  
Stop TAFTA Luxembourg, Luxembourg  
StopTTIP uk, United Kingdom  
STOP TTIP CETA TiSA Greece, Greece  
Stowarzyszenie Ekologiczne EKO-UNIA, Poland  
Students against TTIP UK, United Kingdom  
Susivienijimas ŽALILT, Lithuania  
Sustainable Water Network, Ireland  
SZAB, Hungary  
Technical Engineering and Electrical Union, Ireland  
The Barn Owl Foundation, Hungary  
The Danish Ecological Council, Denmark  
The Environmental Pillar, Ireland



# UNION SYNDICALE FEDERALE

des Services publics européens et internationaux

Avenue des Gaulois, 36 - B -1040 Bruxelles

Tél. (32.2)733.98.00 - Fax (32.2)733.05.33 - e-mail : [usf@unionsyndicale.eu](mailto:usf@unionsyndicale.eu)

[www.unionsyndicale.eu](http://www.unionsyndicale.eu)

The Irish Food Writers' Guild, Ireland  
The Irish Wildlife Trust, Ireland  
Tid til fred - aktiv mod krig, Denmark  
Towards Sustainability Association, Hungary  
Trade Justice Movement, United Kingdom  
Trade union of Lithuanian food producers, Lithuania  
Trades Union Congress, United Kingdom  
transform ! italia, Italy  
Transitie Nederland, The Netherlands  
Transnational Institute (TNI), The Netherlands  
Trócaire, Ireland  
TTIP and Agriculture coalition, The Netherlands  
TTIP Network Finland, Finland  
TTIPunfairHandelbar, Germany  
UAB Siaulių energetikos statyba profesinė sąjunga, Lithuania  
UFISC, France  
UGT (Unión General de Trabajadores), Spain  
UGT de Catalunya, Spain  
UGT LLEIDA, Spain – Lleida Catalonia  
ULC Union Luxembourgeoise des Consommateurs nouvelle a.s.b.l., Luxembourg  
Umanotera, Slovenia  
Umweltinstitut München e.V., Germany  
Unconditional Basic Income Europe, Belgium  
Unión Sindical Obrera (USO), Spain  
Union Syndicale Fédérale, Europe  
Union syndicale Solidaires, France  
UnternehmensGrün e.V., Germany  
USTEA (Unión de Sindicatos de Trabajadoras y Trabajadores en Andalucía), Spain  
Utopia, Slovakia  
Vaistinių darbuotojų profesinė sąjunga, Lithuania  
Védegylet Egyesület, Hungary  
Vida, Austria

---

Union Syndicale Service Public Européen – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Recherche – Ispra (IT) ▪ Union Syndicale Recherche – Karlsruhe (DE) ▪ Union Syndicale Recherche – Petten (NL) ▪ European Public Service Union Fusion – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Office Européen des Brevets – Berlin (DE) et Den Haag (NL) ▪ Syndicat des Agents du Conseil de l'Europe – Strasbourg (FR) ▪ Union Syndicale Eurocontrol France - Brétigny (FR) ▪ Union Syndicale Ecole Européenne – Bergen (NL) ▪ Union Syndicale Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle – Thessaloniki (EL) ▪ Union Syndicale European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions– Dublin (IE) ▪ Union Syndicale European Training Foundation – Turin (IT) ▪ Union Syndicale de l'Institut Universitaire de Firenze (IT) ▪ Union Syndicale Centre de Développement de l'Entreprise – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale European Agency for Safety & Health at Work – Bilbao (ES) ▪ International and Public Services Organisation – Frankfurt (DE) – Union Syndicale Fédérale - section Luxembourg (LU) – European Public Service Union – Cour de Justice – Luxembourg (LU) – Gewerkschaft des Deutsch-Französischen Jugendwerks – Paris (FR) et Berlin (DE).

.....



Visnyeszéplaki Faluvédő és Közművelődési Egyesület, Hungary  
Voice of Irish Concern for the Environment, Ireland  
Vrijschrift, The Netherlands  
War on Want, United Kingdom  
WEED - World Economy, Ecology & Development, Germany  
Wicklow (Eire)&Friends Against TTIP/CETA, Ireland  
Women's International League for Peace and Freedom Netherlands, The Netherlands  
World March of Women(WMW) - Cordination CATALONIA, Spain Catalonia  
wwoof italia, Italy  
XminY het actiefionds, The Netherlands  
Young Friends of the Earth Cyprus, Cyprus  
Za Zemiata, Friends of the Earth Bulgaria, Bulgaria  
ZDRUŽENJE ZA EKONOMSKO DEMOKRACIJO, Slovenia  
Zelena akcija / Friends of the Earth Croatia, Croatia  
ZERO - Association for the Sustainability of the Earth System, Portugal  
Zivilcourage Innviertel, Austria  
Zöld Akció Egyesület (Green Action), Hungary  
Zold Volgyert Egyesulet, Hungary

- 1 [Carte interactive de l'Initiative européenne contre le TTIP / TAFTA et l'AÉCG / CETA](#)
- 2 [Zones hors-TAFTA / hors-CETA en Europe](#)
- 3 [Information sur la contestation constitutionnelle contre l'AÉCG / CETA devant la Cour constitutionnelle d'Allemagne](#)
- 4 [Information sur la contestation constitutionnelle contre l'AÉCG / CETA devant la Cour fédérale du Canada](#)
- 5 [Voir, par exemple, Investment Court System in CETA to be judged by the ECJ](#)
- 6 [Voir, par exemple : Plusieurs groupes de la société civile appellent les gouvernements européens à rejeter le traité CETA ; Le Canada ne doit pas ratifier un accord commercial «fondamentalement boiteux» avec l'Europe ; L'Accord économique et commercial global \(AECG\) entre l'UE et le Canada pourrait causer plus de mal que de bien pour les PME ; Small and medium-sized enterprise from across Europe call on European governments to reject the CETA agreement](#)
- 7 [Voir, par exemple : The Great CETA swindle ; The EU-Canada Joint Interpretive Declaration/Instrument on the CETA ; Réponse à la déclaration conjointe d'interprétation de l'AECG ; CETA to be signed unchanged, but less likely to be ratified after Wallonian resistance](#)
- 8 [Voir, par exemple : AÉCG / CETA - Marchander la démocratie](#)
- 9 [Voir, par exemple : L'ISDS mort-vivant: rebaptisée «ICS», la «Charte des pleins pouvoirs» des entreprises refuse de mourir](#)
- 10 [Voir, par exemple : le chapitre "Labour rights" dans Making sense of CETA](#)
- 11 [Voir, par exemple : CETA, Public Services Under Pressure ; La grande offensive sur les services publics](#)
- 12 [L'AECG sans oeillères: Comment couper les coûts du commerce et davantage encore causera du chômage, des inégalités et des pertes économiques](#)
- 13 [Voir, par exemple : le chapitre "The financial services chapter: Inflating bank profits at the expense of citizens", dans Making sense of CETA](#)
- 14 [Voir, par exemple : ACTA-CETA similarities ; Trade and Privacy: Complicated bedfellows ? How to achievedata protection-proof free trade agreements ?; et voir aussi les chapitres "Patents, copyright and innovation" et "Canadaspecific concerns" dans Making sense of CETA](#)
- 15 [Voir, par exemple, CIEL letter to Minister-President Magnette ainsi que les chapitres "Limiting how and what government regulates" et "More cooperation for less regulation" dans Making sense of CETA](#)
- 16 [Voir, par exemple, le chapitre "CETA's threat to agricultural markets and food quality", dans Making sense of CETA](#)
- 17 [CETA, TAFTA et le principe de précaution de l'Union européenne](#)
- 18 [Pour des exemples d'amendements spécifiques proposés par les organisations syndicales et environnementales, voir : Protocol on Dispute Settlement and Institutional Mechanisms for the trade and sustainable development and trade and labour provisions ; Understanding on the Provision of Public Services and](#)



# UNION SYNDICALE FEDERALE

des Services publics européens et internationaux

Avenue des Gaulois, 36 - B -1040 Bruxelles

Tél. (32.2)733.98.00 - Fax (32.2)733.05.33 - e-mail : [usf@unionsyndicale.eu](mailto:usf@unionsyndicale.eu)

[www.unionsyndicale.eu](http://www.unionsyndicale.eu)

Procurement ; Protocol on Investment Protection ; Understanding on the Precautionary Principle ; BUND proposals for amendments on public services, the precautionary principle and the promotion of renewable energy

---

Union Syndicale Service Public Européen – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Recherche – Ispra (IT) ▪ Union Syndicale Recherche – Karlsruhe (DE) ▪ Union Syndicale Recherche – Petten (NL) ▪ European Public Service Union Fusion – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale Office Européen des Brevets – Berlin (DE) et Den Haag (NL) ▪ Syndicat des Agents du Conseil de l'Europe – Strasbourg (FR) ▪ Union Syndicale Eurocontrol France - Brétigny (FR) ▪ Union Syndicale Ecole Européenne – Bergen (NL) ▪ Union Syndicale Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle – Thessaloniki (EL) ▪ Union Syndicale European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions– Dublin (IE) ▪ Union Syndicale European Training Foundation – Turin (IT) ▪ Union Syndicale de l'Institut Universitaire de Firenze (IT) ▪ Union Syndicale Centre de Développement de l'Entreprise – Bruxelles (BE) ▪ Union Syndicale European Agency for Safety & Health at Work – Bilbao (ES) ▪ International and Public Services Organisation – Frankfurt (DE) – Union Syndicale Fédérale - section Luxembourg (LU) – European Public Service Union – Cour de Justice – Luxembourg (LU) – Gewerkschaft des Deutsch-Französischen Jugendwerks – Paris (FR) et Berlin (DE).

.....